



## PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n° 2013/ DRIEE/ UT 77/023  
de mise en demeure à l'encontre de la Société  
Démolition et Récupération de Métaux (DRM)  
située 5, rue Cécile Dumez à JOUARRE (77640)**

**La Préfète de Seine-et-Marne,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** la partie législative du Code de l'environnement, Livre V, notamment son article L. 514-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°12/PCAD/133 du 30 juillet 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard DOROSZCZUK, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

**Vu** l'arrêté n° 2012 DRIEE IdF 53 du 22 août 2012 portant subdélégation de signature ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12/DCSE/IC/009 du 06 février 2012, autorisant la société Démolition et Récupération de Métaux (DRM) à exploiter une installation de récupération et de tri de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques sur la commune de JOUARRE ;

**Vu** le rapport et les propositions de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, consécutif à une l'inspection effectuée le 01 février 2013 dans l'établissement mentionné ci-dessus ;

**CONSIDERANT** que le site précité de JOUARRE exploité par la Société Démolition et Récupération de Métaux (DRM) relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 « Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite du 01 février 2013 du site exploité par la Société Démolition et Récupération de Métaux (DRM) à JOUARRE, l'inspection des installations classées a constaté que certaines prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 février 2012 susmentionné ne sont pas respectées, notamment la mise en place sur le bâtiment de stockage de dispositifs assurant le désenfumage et l'installation d'un éclairage de sécurité ;

**CONSIDERANT** que les manquements et les conditions d'exploitation constatés lors de la visite d'inspection du 01 février 2013 sont de nature à porter atteintes aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et qu'il convient, conformément à l'article L. 514-1 de ce même code, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12/DCSE/IC/009 du 06 février 2012 et notamment son article 7.3.2 ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île de France,

## ARRETE

### Article 1

La Société Démolition et Récupération de Métaux (DRM), pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de JOUARRE, est mise en demeure, **sous un délai n'excédant pas trois mois**, à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12/DCSE/IC/009 du 06 février 2012, notamment par la mise en conformité du bâtiment de stockage en procédant :

- à la mise en place de dispositif assurant le désenfumage *selon les dispositions de la section 2 de l'arrêté du 5 août 1992 modifié pris pour l'application des articles R.235-4-8 et R.235-4-15 du Code du Travail, et fixant les dispositions de désenfumage de certains lieux de travail*;
- installer un éclairage de sécurité permettant d'assurer, en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal, l'évacuation des personnes *et ceci en application de l'article R. 4227-14 du Code du travail*.

### Article 2

Faute d'obtempérer à la présente injonction dans les délais impartis, le responsable précité sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

### Article 3 - Informations des tiers

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

### Article 4 - Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du Code de l'urbanisme.

## Article 5

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Maire de JOUARRE,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société DRM sous pli recommandé avec avis de réception.


Fait à Melun, le 13 février 2013

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le Directeur empêché,  
Le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne

*Signé*

Guillaume BAILLY

Pour ampliation,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Territoriale  
de Seine-et-Marne,



Guillaume BAILLY

### **DESTINATAIRES :**

- Société Démolition et récupération de Métaux ,
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- M. le Sous-préfet de MEAUX,
- M. le Maire de JOUARRE,
- M. le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- M. le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple.

